COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 12 AVRIL 1980 — N° 65 — PRIX : ANTILLES 2F FRANCE 3F

Editorial

QUESTION D'HORAIRE L'ADMINISTRATION COLONIALE CONTESTEE

Dans la nuit de samedi à dimanche dernier, le pouvoir colonial imposait aux populations de la Martinique, de la Guadeloupe, Saint-Martin compris, «l'heure d'été». Il fallait cette nuit là avancer les aiguilles des montres d'une heure. . .

Brutalement, en l'espace de quelques jours, le gouvernement colonialiste français sans consulter personne, sans discuter, le plus arbitrairement qui soit, décidait pour nous que dorénavant 6 heures du matin serait 7 heures, que midi serait 13 heures aux Antilles, «que cela plaise ou non». Ce pouvoir colonial méprisant et arrogant ne s'est évidemment pas soucié le moins du monde des coutumes, des habitudes locales de vie: de réveil, de coucher, des habitudes de travail. Pourtant cela perturbe la vie d'une partie de la population. Il a décidé pour des centaines de milliers de personnes quelle serait «la bonne» heure pour elles, et maintenant il faudrait l'accepter bouche fermée, résigné.

Eh bien, il y a une fraction de la population qui a dit non, qu'elle n'accepte pas et qui refuse de se soumettre à ce nouvel horaire imposé de 7.000 kms. Ceux qui refusent de se soumettre ont raison, ils ont mille fois raison car en agissant de la sorte, ils refusent un acte dictatorial et méprisant, ils refusent un acte colonialiste, ils refusent d'accepter que de 7.000 kms on continue à leur dire ce qui est bon ou mauvais pour eux.

C'est ce même colonialisme et ses porte - parole cyniques comme Dijoud qui décident par exemple que c'est l'émigration qu'il faut à la jeunesse des Antilles, que ce sont tels programmes scolaires, tels programmes radio-télévisés, telle culture, tels chefs blancs importés, de 7.000 kms, en un mot, c'est lui qui décide que «cela plaise ou pas» que nous sommes français et devons le rester.

La décision arbitraire qui vient d'être prise n'est pas la première et ne sera pas la dernière. Il en sera ainsi tant que le pouvoir colonial dirigera notre vie dans ses aspects politiques ou culturels, tant qu'il continuera à vouloir vassaliser tout un peuple, à le réduire à l'état de robot docile et travailleur. C'est pour cela qu'il faut s'organiser pour abattre ce système hideux et que ce soient les travailleurs de ce pays, eux-mêmes qui décident tout. Il faut que les travailleurs luttent pour conquérir l'indépendance politique de leur pays et le diriger.

L'heure du pouvoir colonial a déjà sonné, en accumulant les gestes, les déclarations et les actes de mépris envers la population, ce pouvoir ne fait que renforcer la haine des colonisés des Antilles contre lui. Et la violence contenue dans l'esprit et le corps de milliers de travailleurs, de jeunes, de femmes qui en ont assez de le subir devra forcément un jour lui exploser au visage.

DIJOUD HYPOCRITE ET MENTEUR

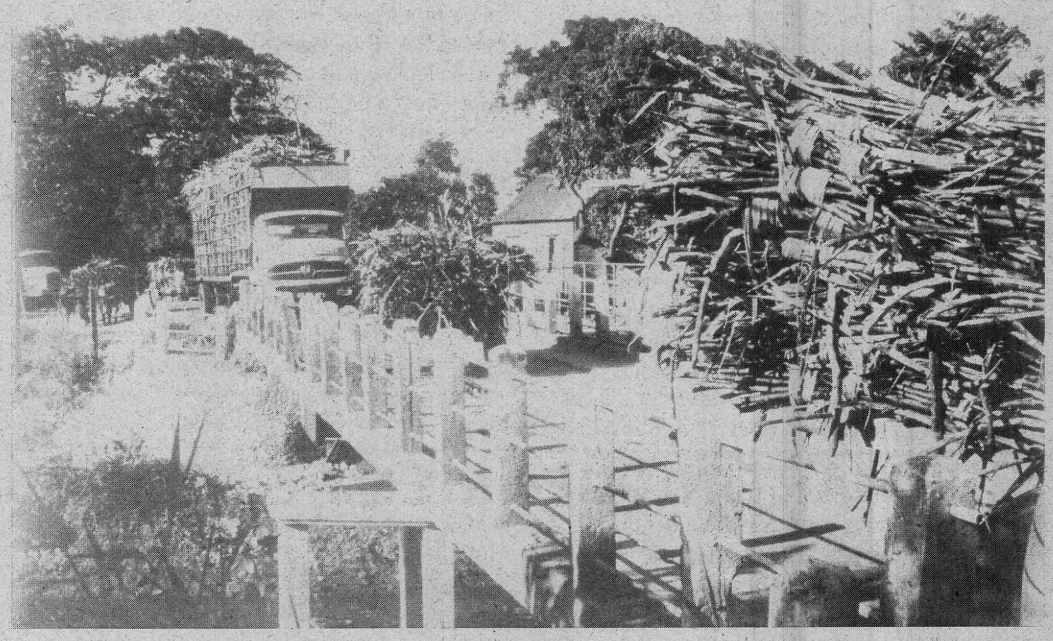
Dijoud prétend que la réforme foncière qu'il propose sera la bonne, ses prédécesseurs, en d'autres temps disaient la même chose de leurs réformes foncières et tout comme aujourd'hui il s'est toujours trouvé des élus du type Bernier aux ordres du pouvoir colonial pour tenter de faire admettre aux paysans Antillais des plans miraculeux qui devaient leur disait-on modifier leur situation.

Encore une fois c'est la même rengaine qu'ils reprennent tous, ces démagogues, ces politiciens professionnels dont le seul rôle consiste à chercher comment tromper le petit peuple, les pauvres gens, et en l'occurence les paysans pauvres.

Aux dires de Dijoud, cette réforme porterait sur 10.ooo hectares rachetés à la SIS pour les revendre aux petits paysans. Cela est bien beau, mais reste à savoir comment les petits agriculteurs pourront racheter ces terres, devront-ils s'endetter une fois de plus pour la moitié de leur vie au crédit agricole ? Devront-ils encore suer sang et eau pour avoir le droit d'être propriétaires de leurs terres celles-là même sur lesquelles ils ont trimé, peiné, travaillé pendant des années ainsi que leurs ancêtres depuis la fin de l'esclavage et qui ont enrichi quelques grosses familles et sociétés anonymes ?

Les subtilités de la politique coloniale, ses contorsions pour tenter de panser d'un pansement troué la plaie qu'il a provoquée peuvent créer des illusions chez certains, mais de plus en plus de travailleurs et de paysans se rendent compte de l'hypocrisie du système actuel.

Car voilà des années et des années qu'on trompe de façon éhontée les travailleurs de la terre aux Antilles.



Les paysans de Morne à l'eau ont laissé éclater leur colére il y a quinze jours en bloquant les routes.

Les capitalistes leur ont fermé les usines au nez, réduit les surfaces agricoles pour spéculer, les revendre à des sociétés immobilières, ils ont imposé la monoculture de la canne ici, celle de la banane là, sans consulter personne au mieux de leurs profits, ils ont loti , ou laissé en friche des milliers d'hectares alors que des milliers de paysans n'ont qu'un hectare de terre pour vivre et faire vivre leur famille. Aujourd'hui, cela commence à faire beaucoup trop et la colère monte. Les paysans de Bis à Sainte-Rose ont montré la voie, ils ont occupé une partie des terres communales que l'usine s'était appropriée. Ce sont eux qui ont raison. Voilà la seule réforme foncière valable. L'occupation et le partage des terres des capitalistes, c'est ce qu'il faut faire. Les terres appartiennent à ceux qui les ont travaillées et à personne d'autre.

Il ne peut y avoir de réforme foncière valable sous les auspices du pouvoir colonial quelle que soit cette réforme. Pour que les ouvriers et les paysans voient leur sort changer réellement il faudra bien qu'un jour ils luttent pour chasser les Dijoud et tous les démagogues colonialistes des Antilles et par la même le pouvoir colonial oppresseur.

Martinique : CONTRE LE MEPRIS, LE RACISME ET L'INJUSTICE QUE CONSTITUE LE POUVOIR COLONIAL

TOUS EN GREVE LE 17 AVRIL !

Si la grève du 17 avril semble avoir un certain écho parmi les travailleurs, la préparation du mouvement à l'heure où nous écrivons est encore bien timide, et les assemblées de syndicats en vue d'appeler à la grève sont inexistantes.

Cependant, si les directions syndicales semblent se complaire à la routine bureaucratique habituelle, les travailleurs ont bien des raisons de s'engager dans la lutte. Non pas d'ailleurs que le programme revendicatif des syndicats corresponde aux problèmes qui se posent actuellement à l'ensemble des travailleurs.

Les syndicats réclament entre autres le maintien et la relance de l'industrie sucrière et rhumière, la garantie de l'emploi aux travailleurs menacés de chômage, l'allocation-chômage, le relèvement du SMIC au niveau de la France et le refus de la diminution des salaires de la Fonction Publique par la suppression d'une partie de l'indemnité de vie chère. Les syndicats demandent en plus le renvoi des troupes débarquées en Martinique.

Or, si tous ces points de revendication sont susceptibles d'intéresser une large fraction de travailleurs, c'est de façon bien plus cruciale que se posent les problèmes ! Car la source du chômage de la vie chère, de la présence de forces répressives en Martinique, cela réside dans la présence coloniale de la France ici.

Le principal frein à tout changement réel dans la vie des travailleurs est bien l'existence du système colonial ici. Et ce frein commence de plus en plus à être ressenti comme tel par les masses laborieuses.

Alors, se mettre en grève le 17 avril, ce sera une façon pour nous, travailleurs de dire notre refus de la société coloniale. Nous pourrons dire que nous en avons assez ! Assez des gendarmes, des gardes-mobiles, des policiers en tous genres.

Assez des tracasseries, des manœuvres d'intimidations que sont les patrouilles continuelles, à tout moment du jour et de la nuit, comme s'il fallait donner des occupations à la bande d'oisifs et de mercenaires qui viennent défendre les patrons et l'ordre colonial ici, aux Antilles.

Assez des juges qui instruisent les procès, jugent, condamnent et emprisonnent au nom de la loi française, des juges qui ont toujours des articles de loi sous la main pour écraser, le jeune rasta, le chômeur, le travailleur sans défense mais qui trouvent toujours une manière de blanchir les militaires frappeurs, les gardes-mobiles cogneurs et les policiers qui grenadent une foule pacifique !

suite page 4

LES PAYSANS DE SAINTE-ROSE OCCUPENT DES TERRES

Lire page 3



EMIGRATION LES EBOUEURS DU METRO EN GREVE

Les travailleurs chargés du nettoyage dans le métro sont en grève depuis deux semaines. Ce sont pour la plupart des immigrés maghrébins ou africains, qui avec des moyens rudimentaires voire archaiques et pour des salaires dérisoires (à peine 2.350F par mois) éliminent la saleté, les débris, les vieux papiers qui aujourd'hui s'amoncèlent dans les couloirs, les escaliers et sur les quais du métro.

Les responsables de cette situation sont les patrons rapaces de douze entreprises privées à qui la RATP a confié l'entretien dans le métro. Ceux-ci, véritables négriers, imposent à leurs employés six jours de travail par semaine, même le dimanche, une somme de travail immense (il y a 700.000 m^2, c'est à dire des kilomètres de couloirs et des centaines d'escaliers à nettoyer pour 900 personnes), ainsi que des conditions de travail insalubres et précaires. Ceux qui sont chargés du nettoyage courent de grands risques lorsqu'il s'agit de laver les tubes d'éclairage en utilisant de vieilles échelles quand ce ne sont pas des poubelles renversées ou encore lorsqu'il leur faut ramasser les vieux papiers sur des voies encore électrifiées, sans compter les vexations quotidiennes, les réflexions racistes que subissent ces travailleurs.

Les grévistes du métro réclament donc à ces sociétés des salaires de 2.800F minimum. Le mouvement se prolonge dans la mesure où les patrons du nettoiement font la sourde oreille. Ils s'appuient sur des contrats signés avec le gouvernement, contrats selon lesquels ils ne pourraient augmenter les salaires à 2.800F. Cela met en évidence la responsabilité du gouvernement et avec lui de la RATP, entreprise d'Etat. La RATP a choisi de céder le nettoyage du métro à des entreprises privées c'est à dire de le livrer à la course au profit. Cela permet à l'Etat de faire des économies sur les salaires et aussi de disposer d'une main d'œuvre plus malléable, sans garantie aucune. Ces travailleurs sont mal payés, la RATP s'en lave les mains. Il y aura des licenciements, car, comme l'annoncent les syndicats, la RATP a décidé de réduire ses travaux de nettoyage. Pourtant la RATP dégage sa responsabilité.

Mais les travailleurs immigrés du nettoyage du métro ne l'entendent pas de cette oreille. Ils ne sont pas prêts à se laisser faire. Ils ont décidé de se battre le temps qu'il faudra pour faire aboutir leurs revendications : 2.800F minimum par mois, le droit d'utiliser pour eux les douches et les vestiaires dans le métro, et pas seulement pour les nettoyer, le renoncement aux licenciements. Ces grévistes doivent avoir le soutien de tous les travailleurs. Tous doivent faire en sorte que la RATP ne brise pas leur grève en faisant appel à d'autres compagnies comme elle projette de le faire.

EDF MARTINIQUE : RIEN NE SE PERD

Un petit tract a été adressé à chaque abonné affirmant en gros titre que les tarifs EDF Martinique sont «alignes sur les tarifs métropolitains comme promis».

Telle était la promesse de Giscard en 1974 pour obtenir des voix.

Cela n'est qu'une illusion. Pendant que les tarifs augmentent en France pour décourager la consommation, on a plus ou moins freiné l'augmentation des tarifs en Martinique.

Mais dans le même temps, le coût de multiples services assurés normalement par l'EDF sont passés du simple à 10 fois plus, tel le raccordement d'un branchement, de nombreux autres jusque là gratuits, telle l'intervention chez l'abonné sont maintenant payants.

En fin de compte, si l'argent ne passe pas par le canal de la quittance, il sort toujours de la poche des petits consommateurs et en plus grande quantité.

Les paysans de Sainte Rose occupent les terres : un exemple a suivre par toute la paysannerie pauvre



Depuis plus de 15 jours des paysans de Sainte-Rose occupent 13 hectares de terre dans la localité de Bis.

Ceux qui occupent la terre contestent à la SAG (Société Agricole du groupe Empain-Darboussier) tout droit de propriété sur elles. D'après eux ces terres appartiennent à la commune de Sainte-Rose car elles ont été accaparées par l'usine. Ce sont des bruits selon lesquels ces terrains étaient convoités par la Société Fruitière qui ont fait déborder la colère des paysans. Pour empêcher que ceux ci ne tombent dans les griffes d'autres capitalistes, ils ont décidés de s'en emparer.

Ils sont plusieurs dizaines à venir chaque jour, hommes, femmes, prêter main forte aux occupants. Car les menaces d'une intervention des forces de répression demeurent. Ces paysans sont tous décidés car ils pensent avec raison que ces terres leur appartiennent puisque ce sont eux qui les ont mises en valeur. Ils ont sué sang et eau pour engraisser les capitalistes usiniers. Cela ne leur a rien rapporté et ils se retrouvent sans un petit bout de terrain pour pouvoir y placer leur case. Alors en occupant cette terre, en se la partageant ils ont démontré qu'il y a un autre moyen, autrement plus efficace, pour résoudre le problème de la terre que la nouvelle réforme agraire que nous prépare Dijoud.

L'action est en effet plus payante que les «parlottes» des colonialistes.

L'état français se prépare à acheter des terres appartenant à certaines grosses sociétés : la SAUB (Société Agricole de l'usine de Beauport) et la SAG, pour réaliser une réforme agraire. Or les paysans, les premiers concernés par l'affaire n'ont aucune possibilité de contrôle sur les opérations et une fois encore ils risquent d'en être les principales victimes. Alors ce qui se passe actuellement à Sainte-Rose est la preuve que pour avoir la terre les paysans devront la prendre directement des mains des gros propriétaires fonciers.

Le problème de la terre en Guadeloupe est un problème crucial que le colonialisme est incapable de résoudre. De réforme agraire en réforme agraire, la situation de ceux qui travaillent cette terre ne cesse d'empirer. Celle-ci ne leur appartient pas comme le prouvent les chiffres récemment publiés par le Centre Technique de la Canne et du Sucre : 8310 hectares sont exploités en faire valoir direct par 4 sociétés sucrières. 12.000 hectares sont cultivés par 11.000 petits paysans et colons. Ces chiffres concernent les superficies plantées en canne.

Mais cette lutte pour la prise de la terre sans indemnité sera une lutte violente. Une lutte de grande envergure qui devra être menée pas seulement dans une seule région, mais à l'échelle de toute la Guadeloupe. Elle devra s'intégrer dans la lutte générale des exploités contre les exploiteurs.

L'histoire a déjà prouvé que lorsque les exploités s'attaquent à la sacro-sainte propriété privée des capitalistes, ceux-ci réagissent avec la plus grande sauvagerie. C'est pourquoi les petits paysans doivent se préparer moralement et se donner les moyens matériels et organisationnels s'ils veulent saisir et partager les terres des capitalistes. Mais cette saisie et ce partage devront s'accompagner d'une révolution ouvrière. Car pour que la prise de la terre par les paysans ne soit pas une chimère les travailleurs doivent renverser l'ordre bourgeois en s'emparant du pouvoir.

ECHOS DES ENTREPRISES

VENT DE PANIQUE A LA SOCALTRA

Le patron de la SOCALTRA a fait savoir au cours d'une réunion des délégués du personnel qu'il n'y avait plus de travail après le mois de juillet. Motif : avec cette histoire «d'indépendance», personne ne veut plus investir en Martinique !

Puisque les temps sont si difficiles pour la direction, pourquoi n'est-elle pas encore partie ? En réalité sa présence ici nous montre bien qu'elle compte se faire quelques beaux petits millions sur notre dos.

CENTRE HOSPITALIER F-DE-F NON AU TRANSPORT COMME EN «TEMPS LONGTEMPS»

Il y a différents moyens de transport de par le monde : l'auto, le vélo ou le cheval, entre autres. Comme par nostalgie, la direction a choisi le transport à pied, afin de convoyer les repas au moyen de tray sur la tête !

Bien sûr, l'intérêt de ce moyen est qu'il évoque le romantisme du temps passé. Mais quand il s'agit de transporter des repas et qu'en l'occurence c'est de la soupe chaude, qui comme il y a 15 jours, s'est renversée sur un travailleur, eh bien le rêve s'achève brutalement !

Plus d'une fois, les travailleurs ont eu à protester contre cet état de fait, mais cela n'a pas suffi, jusqu'à maintenant.

Faut-il que l'accident nous donne des idées nouvelles, comme celle d'aller renverser quelques bols sur le bureau de qui de droit ? Au moins saura -til que «quand c'est chaud, ça brûle».

CENTRE HOSPITALIER DE F-DE-F MANQUE D'EAU AU LABO.

Voilà plus de 6 mois que nous n'avons plus d'appareil à distiller l'eau et nous sommes réduits à nous fournir chez Cassius ou au CTS, ce qui est insuffisant.

Quand il n'en reste plus, nous passons à l'eau bidistillée - ça coûte plus cher, mais tant pis.

Quand il ne reste plus d'eau bidistillée, il faut maintenant puiser dans tous les fonds de bacs, dans lesquels il y a toujours un peu de crasse. Quoi d'étonnant alors si les appareils sont bloqués ?

Au fond, c'est peut être ce que la direction cherche, afin que nous nous reposions un peu du surcroit de travail qu'elle nous force à effectuer !

SIG : SERONS-NOUS VENDUES AVEC LES SEUILS ?

Bientôt une partie des «Seuils», à Raizet, sera vendue. Que deviendront concierges et femmes de ménage qui sont pour l'instant affectées dans cette partie de la cité SIG du Raizet? Jusqu'à présent c'est l'inconnu et l'incertitude la plus complète. Alors que la société a déjà bien calculé les profits qu'elle tirera de ces ventes après avoir loué ces immeubles pendant près de 15 ans, nous ne savons rien de notre sort. Serons-nous «vendues» avec l'immeuble à l'EGI (entreprise de gestion immobilière), serons-nous licenciées ? Serons-nous déplacées ? Voilà des questions importantes pour nous et nous devrions interpeller la direction sur tout cela.

SOMMES-NOUS MENACEES DE LICENCIEMENTS ?

Dernièrement, une note de service nous annonçait des déplacements pour un certain nombre d'entre nous. Ainsi, certaines femmes de ménage qui travaillaient à plein temps à la SIG seront maintenant réparties sur la SIG et sur des syndicats de copropriétaires d'anciens immeubles SIG aujourd'hui vendus. Telle femme de ménage fera maintenant quatre heures à la Barre 8 et deux heures à la SIG, telle autre 4 heures à la co-propriété Prisca et 3 heures à la SIG. . . Evidemment elles seront payées par les deux organismes.

Mais d'ores et déjà plusieurs questions se posent : seront-elles payées au même salaire à la SIG et dans les co-propriétés ? Tiendra -t on compte de leur ancienneté et des avantages déjà acquis à la SIG dans ces autres organismes ?

Mais le problème le plus angoissant reste que, petit à petit, à ce compte là, certains travailleurs risquent d'être progressivement licenciés de la SIG. Et même s'ils sont entièrement réembauchés par les syndicats de co-propriétaires, ils ne savent pas du tout ce qu'on leur réserve là, comme avenir.

E.D.F. MARTINIQUE A CHACUN SON ROLE

Monsieur Andriot, n°3 de l'EDF, en visite à la Martinique, a rencontré les représentants du personnel.

Ce monsieur a rempli la tête de la délégation de belles paroles ! Les revendications du personnel ? Elles se justifient certes, mais on ne peut pas les satisfaire ! Pourquoi ? L'environnement international est mauvais ! Ainsi pour avoir les 35 heures à l'EDF, il faudrait que la quasi-totalité des pays du monde adoptent en même temps une telle mesure !

Ce monsieur nous a invité s par ailleurs à ne pas trop revendiquer pour que les produits français soient compétitifs sur le marché international !

A ce missionnaire du capitalisme, nous devons faire la réponse qui s'impose : que les capitalistes défendent leurs intérêts, nous défendrons les nôtres, environnement international ou pas.

C.A.F. QUI EST LE VRAI COUPABLE. . .

Depuis quelques mois, la CAF accuse un retard considérable dans le paiement de certaines prestations telles que :
- allocations logement, depuis juillet 1979
- allocations d'éducation spéciales, depuis juillet 1979
- allocations d'orphelin depuis 1978
- allocations parent isolé, depuis juillet 1979

Que dit la direction de la CAF ?
- pannes fréquentes d'ordinateur.

Riposte de la Préfecture, où se trouve le centre informatique : «il n'y a pas de panne, c'est le programme de la CAF qui est défectueux».

Voilà une fois de plus la direction de la CAF prise en flagrant délit de mensonge. En effet, ces prestations mises en cause ne sont pas informatisées, donc le prétexe des retards fréquents de l'ordinateur n'est qu'une fable.

Après s'être trahis de la sorte, les directeurs de la CAF étaient bien forcés de fermer leur bec.

ANGLETERRE : RIPOSTE DE CENTAINES DE JEUNES IMMIGRES CONTRE LA POLICE RACISTE



Le mercredi 2 Avril dans l'après-midi, les policiers font une descente dans un bar du quartier jamaicain de la ville anglaise, Bristol. Ils sont officiellement à la recherche de «ganja» (marijuana) et d'alcool dont la consommation est interdite dans certains lieux. Ils rudoient quelque peu le patron du bar, comme ils le font d'habitude. Mais cette fois-ci, les jeunes ne l'accepteront pas. En quelques minutes, ils se retrouveront à plusieurs dizaines de jeunes Jamaicains sur les lieux.

Et ils vont attaquer furieusement les «bobbies» (c'est le nom des policiers anglais). Bouteilles et pierres volent. Des cars de police sont brûlés, des vitrines de magasins sont brisées et certains magasins pillés. Malgré l'arrivée d'un premier renfort et l'intervention de leurs chiens policiers, les policiers finiront par se retirer, en ramenant d'ailleurs 21 blessés dans leurs rangs.

Visiblement, ces centaines de jeunes immigrés ont accumulé une immense violence pour riposter face à la police et l'attaquer en retour.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que des évènements de ce type se déroulent. En 1976, au festival jamaïcain de Notting Hill, puis en 1977, au festival de Lewisham, des affrontements violents avaient eu lieu entre jeunes immigrés et forces de l'ordre.

En Angleterre, l'immigration des travailleurs provenant des anciennes colonies anglaises, a été favorisée et même organisée par le gouvernement après la deuxième guerre mondiale. Il fallait de la main-d'œuvre pour relancer la machine économique de la bourgeoisie anglaise. Du Pakistan, de l'Inde, des Antilles (Barbade, Trinidad, Jamaïque) les travailleurs ont afflué. Ils occupaient d'ailleurs de durs emplois, dans les mines ou les fonderies du Nord de l'Angleterre, dans l'industrie textile ou encore comme conducteurs d'engins dans les villes. Par la suite, ils ont été rejoints par leurs familles. Les femmes immigrées étaient alors employées comme servantes, cantinières, ou filles de salle dans les hôpitaux.

Ces travailleurs sous-payés, mal logés, démunis ont contribué au développement économique de l'Angleterre d'après guerre.

Avec le début des années 60, commencera une période de récession, qui ira en s'accélérant dans les années 70. Fermetures d'usines, licenciements massifs frapperont tout d'abord les immigrés. Le chômage augmentera, la misère aussi et les générations de jeunes se retrouveront de plus en plus en marge d'une société qui n'a rien à leur offrir. Ils auront comme seul refuge en particulier pour les jeunes Antillais la musique reggae et le ganja.

Parallèlement, les partis de droite comme le Parti Conservateur, d'extrême droite comme le Parti National ou le Front National, se serviront de cette émigration pauvre comme bouc émissaire, pour expliquer la crise capitaliste et la récession en Angleterre. Cette politique menée activement avec des slogans tels que «l'Angleterre aux Anglais», «ils nous prennent nos emplois», «ils nous prennent nos maisons» conduira à de nouvelles lois répressives sur l'immigration en 1971 et 1973. Désormais, les frontières anglaises seront pratiquement fermées aux nouveaux immigrants. Quant à ceux qui ont déjà sué le profit pour le capital anglais pendant des dizaines d'années, leur vie deviendra de plus en plus difficile. Ils sont plus de deux millions, regroupés dans des quartiers misérables aux abords des grandes villes, et en butte à de multiples tracasseries racistes et méprisantes.

Les jeunes immigrés en ont assez des «Bobbies» et de toute leur société qui ne les conduit nulle part.

C'est contre tout cela qu'était dirigée la violence du mercredi 2 avril dans le quartier noir de Bristol.

Marianne TIBUS

A PROPOS DE LA CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS

Depuis décembre dernier, le problème de l'unité syndicale est régulièrement abordé par les dirigeants des différents syndicats ou par des militants syndicaux ou politiques. Les 3 et 4 décembre, en effet, toutes les organisations syndicales avaient organisé un meeting et une manifestation commune, suite à la décision de fermeture de l'usine Blanchet, manifestations dont les mots d'ordre étaient «non à la fermeture des usines», «non aux licenciements», «pour la défense du pouvoir d'achat» «pour la dignité du peuple guadeloupéen», «pour la décolonisation».

Depuis, bon nombre de dirigeants se sont «félicités» de cette action unitaire où l'on retrouvait l'UGTG (syndicat dirigé par les nationalistes ex membres du GONG) et la CGTG (contrôlée par le parti communiste guadeloupéen). Quant aux militants du GRS qui proclament depuis des années la nécessité d'une CUT (centrale unique des travailleurs) ils s'en sont rejoui écrivant un article sur la question intitulé «enfin l'unité».

Claude Morvan, dirigeant de la CGTG de son côté déclarait dernièrement dans le «journal guadeloupéen» «notre volonté principale, c'est la défense des intérêts des travailleurs. Cette volonté commune devrait inciter à la création d'une seule organisation syndicale, car nous sommes contre le pluralisme syndical. Je vous assure que nous sommes prêts à œuvrer pour la création d'une centrale unique des travailleurs . . . »

A entendre ou lire toutes ces déclarations, la centrale unique serait un véritable remède miracle pour les travailleurs.

Cependant, si une centrale unique peut éventuellement être utile aux travailleurs, elle est en tout cas loin d'être un élément suffisant pour que la classe ouvrière se renforce.

Le point de départ de tout renforcement des travailleurs n'est pas l'unité, mais la lutte.

C'est au cours de nombreuses luttes que les travailleurs peuvent s'enrichir et prendre conscience de leur force pour la transformer en mouvement révolutionnaire. Car la classe ouvrière doit s'organiser en tant que classe pour vaincre la bourgeoisie, le colonialisme et prendre le pouvoir.

Alors, l'unité au cours de ces luttes, il est sûr que les travailleurs en ont besoin, mais avant tout de leur unité à eux, à la base et dans l'action. En ce sens. l'élection de comités de grève par les travailleurs, lors des luttes, comités pouvant représenter toutes les tendances et tous les syndicats s'il le faut et aussi les non-syndiqués, est absolument nécessaire aux travailleurs en grève pour mener la lutte le plus démocratiquement et le plus efficacement possible. Bien souvent, les directions syndicales s'opposent au comité de grève et agissent pour que ce soit le syndicat qui dirige, par intérêt de boutique syndicale ou mieux, par peur des travailleurs et des décisions «incontrôlées» qu'ils pourraient prendre. Pourtant n'est-ce pas le comité de grève le plus «unitaire» finalement ?

L'unité d'action entre les travailleurs, y compris entre ceux appartenant à des partis et des syndicats différents permet de «frapper ensemble» même si «l'on marche séparément» : manifester ensemble contre le pouvoir, contre les capitalistes, manifester contre les licenciements, la vie chère, la répression, enfin contre tout ce qui écrase et opprime l'ouvrier est plus efficace. Cela permet aux travailleurs de montrer leur force et de se faire craindre du patronat et de l'état bourgeois colonialiste. Ces actions sont généralement trop rares et trop limitées, bien plus souvent d'ailleurs du fait des directions syndicales que des travailleurs eux mêmes.

Si à chaque atteinte aux libertés syndicales, à chaque atteinte portée à la dignité des travailleurs il y avait une réaction unitaire la plus large possible des travailleurs, les chances de victoire contre les patrons seraient plus grandes, la classe ouvrière serait renforcée.

Précisément en cette période de crise où les capitalistes font tout pour faire payer les travailleurs et s'en tirer le mieux possible, il y a des luttes d'envergure à mener pour refuser les licenciements, exiger l'abaissement du temps de travail sans diminution de salaire, pour l'échelle mobile des salaires. Ce sont de vastes actions offensives qu'il faudrait mener.

S'ils se voyaient opposer la même violence qu'ils imposent quotidiennement aux travailleurs, les capitalistes reculeraient plus souvent face à la détermination des travailleurs.

En ce qui concerne les salaires, là aussi il y a des luttes importantes à mener : combien de travailleurs n'ont pour survivre que 2.000 Frs par mois, sans parler de ceux, et ils sont nombreux qui n'ont aucun travail ! D'autre part combien encore sont isolés, inorganisés, sans informations, combien ignorent leurs droits les plus élémentaires !

Campagnes, manifestations, explications, la liste des actions unitaires que les travailleurs conscients et les militants se réclamant de la classe ouvrière pourraient mener parmi les travailleurs est longue !

C'est dans cette voie là, la voie de l'action, de la lutte, de l'unité dans l'action que se situe la véritable défense des intérêts des travailleurs. Par contre, croire et laisser croire qu'une centrale unique par ses seules vertus «unitaires» permettrait aux travailleurs de se renforcer, n'est qu'un subterfuge. Que l'unité syndicale se réalise ou pas, le problème reste entier. Pour vaincre, il faut lutter et c'est au cours de cette lutte que les travailleurs ont de plus grandes possibilités de se forger une organisation révolutionnaire propre. Car le parti révolutionnaire est pour eux un outil indispensable pour obtenir la victoire.

C'est avant tout à cela que les militants révolutionnaires doivent se consacrer.

Pierre Jean Christophe

BRESIL : LA GRANDE GREVE DES METALLURGISTES : UN DEFI A LA DICTATURE MILITAIRE



Malgré la dictature qui sévit partout en Amérique latine, lestravailleurs ne plient pas.

L'ensemble des ouvriers de la métallurgie, au Brésil a déclenché une grève depuis le mardi 1er avril. Cette grève mobilise près de 500.000 travailleurs et affecte l'ensemble du pays. Le Brésil n'avait pas connu un mouvement d'une telle ampleur durant 12 ans. La dernière grève qui date de 1968 avait été sauvagement réprimée.

Au Brésil, la moindre tentative de mouvements syndicaux et de luttes ouvrières se heurte à la violence de la dictature. Le sinistre dictateur actuel : le général Geiser, fait la chasse aux leaders syndicaux et aux communistes. Ceux-ci sont pourchassés par des commandos d'extrême droite, véritables commandos militaires appelés les «escadrons de la mort». De nombreux leaders ou opposants ont été emprisonnés ou assassinés.

La lutte des ouvriers de la métallurgie qui paralyse un secteur important aujourd'hui est un véritable défi à la dictature.

Depuis le début de la grève les représentants de l'armée et des milieux industriels négocient entre eux et prennent des mesures répressives. Un réseau policier a été instauré dans les entreprises. Une liste noire des leaders syndicaux a été établie. Le gouvernement cherche à loger les troupes militaires dans les usines. Comme il a l'habitude de le faire, il est décidé à déclarer la grève illégale et à destituer les responsables syndicaux. Ceux-ci n'auront aucun droit de décision sur le mouvement et seront réprimés.

Malgré la répression et la férocité de la dictature, les travailleurs de la métallurgie n'ont pas hésité à se battre. Ils ont choisi le risque de subir les violences les plus dures, plutôt que de continuer à percevoir des salaires très bas. Dans la métallurgie, le salaire mensuel équivaut à 350F: Face à une inflation qui touche durement leur pouvoir d'achat, les travailleurs brésiliens ont des conditions de vie de plus en plus difficiles. Ils réclament 15 % d'augmentation. Les patrons ne sont pas prêts à céder. En raison de l'ampleur du mouvement, ils ont proposé quelques miettes (5 %).

Mais les travailleurs ont décidé de se battre jusqu'au bout pour obtenir satisfaction.

MARTINIQUE : A BAS LA GUERRE CONTRE LES JEUNES

Dans la journée du mercredi 2 Avril, la commune de Rivière-Salée a été quadrillée par plus de 60 gendarmes aidés par des hélicoptères. Ils cherchaient un homme de 25 ans, José Périan, accusé de vol de voitures et de mobylettes.

Un tel déploiement de forces, complaisamment montré le soir même à la télévision nous semble profondément démesuré par rapport aux faits reprochés à l'accusé. De plus, ceux que l'on donne comme étant ses complices dans l'affaire ont été relâchés par la justice sitôt après leur arrestation. Seul reste donc en fuite Périan pour lequel on mobilise gendarmes et hélicoptères.

Il y a donc du louche dans cette histoire et l'accusation de vol semble être là encore un moyen commode pour mettre une personne à l'index, le dénoncer à la foule comme étant un dangereux bandit et cela permettrait de justifier tout acte de répression éventuelle!

Car Périan est surtout connu des forces de police pour avoir fait partie du groupe dit des jeunes de Schœlcher, emprisonné pour avoir répondu à l'agression perpétrée par des militaires français contre l'un d'entre eux. Il avait fait avec ces jeunes 3 mois de prison l'an dernier !

Ne s'agit-il pas là pour les gendarmes de se venger d'un homme qui ne les porte pas dans son cœur et qui le leur a déjà fait savoir ?

Car on peut légitimement se poser les questions suivantes :

Un coup de feu a-t-il été tiré contre Périan à Rivière-Salée dans la journée du mercredi 2 Avril ?

Si oui, les gendarmes veulent-ils vraiment arrêter l'accusé ?

En fin de compte, veut-on créer une nouvelle affaire Marny avec 15 ans de retard en Martinique ?

Quoi qu'il en soit, tout cet ensemble de faits montre que l'on en veut à la vie d'un homme en Martinique, et le fait qu'il soit repris de justice ne change rien à l'affaire !

Alors, si jamais il arriverait quoi que soit à José Périan de la part des forces de gendarmerie et de la police, nous saurons qui accuser ! Nous saurons que le sang de Nouvet, de Ilmany, Marie-Louise de Jovignac, de Chloë et de Madame Lacrampe, pour ne citer que les victimes de la dernière décennie, tout ce sang-là n'a pas suffi au colonialisme, à ses gendarmes à ses juges.

L'heure coloniale rejetée, signe qu'une époque change

«Que cela plaise ou ne plaise pas, il faudra mettre vos montres à l'heure» ; c'est sur ce mode ironique et quelque peu provocateur qu' une speakerine de RCI rappelait la nouvelle, dimanche 6 avril. Depuis cette date, en effet, Guadeloupe et Martinique sont officiellement passées à «l'heure d'été», et doivent en conséquence avancer leurs montres d'une heure.

Ce n'est qu'à partir du mardi 8 que Guadeloupéens et Martiniquais vont réellement prendre conscience des implications de cette mesure sur leur vie quotidienne. Cette décision, prise en conseil des ministres à Paris depuis octobre dernier, avait bien été annoncée, mais avait fait l'effet d'un canular à cette époque, et depuis, avait quelque peu été oubliée.

Les réactions des milieux politiques et syndicaux ont été, il faut le dire, quelque peu tardives. Ce n'est que la semaine dernière que les syndicats guadeloupéens ont diffusé un communiqué appelant au boycott de cette mesure, mais sans faire réellement campagne en ce sens.

Seuls les habitants de Saint-Martin se sont unanimement opposés à ce changement d'horaire, ce qui est aisément compréhensible : la partie hollandaise de l'ile conservant l'heure solaire, les problèmes posés confineraient rapidement à l'absurde.

Au moment où nous écrivons, «l'heure d'été» est donc tant bien que mal entrée en application. La raison officielle en est «l'économi d'énergie» ; cela aura de plus l'avantage (?) ajoute-t-on officiellement, de conserver un décalage constant entre la France et les Antilles.

Mais cette explication annexe apparait, pour beaucoup, la raison principale : nous faire sentir que nous sommes «Français, que cela plaise ou non», quitte à nous mettre en porte-à-faux par rapport à l'ensemble de la Caraibe.

En fait, même si cette nouvelle mesure n'a pas pour l'instant entrainé d'opposition, un sentiment de colère s'exprime chez une bonne partie de la population. «Ils n'ont qu'à mettre l'hiver ici», «bientôt on nous enverra de la neige par avion», «tant qu'à faire, on n'a qu'à nous mettre carrément à l'heure de Paris», sont des réflexions souvent entendues. Car cette décision, prise au conseil des ministres de l'état colonial français, à 7.000 km des Antilles, sans se soucier des conséquences que cela peut avoir sur le rythme de vie des Antillais, sans consulter d'aucune manière la population, sue le mépris.

L'application de «l'heure d'été» rappelle en fait à beaucoup que Guadeloupe et Martinique sont toujours à l'heure coloniale, «que cela plaise ou ne plaise pas».

En principe, cette mesure n'est que provisoire, et nous devrions revenir, fin septembre, à ce que les journalistes de FR3 Guadeloupe appellent déjà, sans rire, «l'heure d'hiver». D'ici là, il est possible que beaucoup de gens s'habituent à ce nouvel horaire. Mais le colonialisme, en accumulant les décisions arbitraires, de ce genre, contribue sans doute à hâter, et de façon irréversible, l'heure où Guadeloupéens et Martiniquais décideront d'en finir avec lui.

TOUS EN GREVE LE 17 AVRIL

Suite de la page 1

Assez des fonctionnaires du style de Dijoud, qui suent le racisme par tous leurs pores, qui écrasent de leur morgue, de leur mépris les Antillais.

Mais nous en avons aussi assez de toute cette politique qui consiste à écraser encore plus les travailleurs pour faire encore plus de profits !

Assez de l'inflation, des hausses continuelles de prix qui voient une augmentation chasser l'autre, comme c'est le cas à l'EDF où le prix d'un branchement d'électricité a été multiplié par 10 en 5 ans !

Assez du chômage dont les chiffres réels atteignent plusieurs fois les 20.000 timidement annoncés par l'INSEE, assez de l'émigration qui contraint chaque année 10.000 Guadeloupéens et Martiniquais à quitter leur pays alors que des emplois qu'ils pourraient occuper ici, aux Antilles, sont occupés par des blancs !

Et pour protéger cet état de choses de plus en plus intolérable et ressenti comme tel par une fraction de plus en plus large de la population, ils renforcent leurs troupes, ils accusent la main de l'étranger, et cela dans le but de justifier demain n'importe quelle répression contre la population.

C'est de tout cela qu'il est question, aujourd' hui. Le colonialisme voyant son échec patent montre les dents devant la prise de conscience des travailleurs et des jeunes !

Alors il faut avancer un programme de revendications qui corresponde à la situation actuelle, aussi bien sur le plan purement économique que sur le plan politique :

Contre la vie chère, augmentation des salaires à chaque augmentation des prix.

Contre le chômage, répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, ouverture de chantiers pour donner du travail à tous.

Non au pouvoir colonial aux Antilles et à ses forces de répression !

TRAVAILLEURS !

Notre présence réelle dans la grève ce jour-là, notre participation peut-être un gage pour l'avenir, gage que nous ne nous laisserons plus faire sans riposter, que nous sommes décidés à nous battre contre capitalistes et colonialistes ici, aux Antilles !

Tous en grève le 17 Avril !

EMILIEN ANTILE EST MORT

Emilien Antile, surnommé Monsieur Sax, est mort. Cet artiste guadeloupéen était avant tout connu pour ses talents d'interprète, au saxo-alto et à la clarinette des chansons populaires de Guadeloupe et de Martinique.

Artiste de valeur réputée, l'inspiration d'Emilien Antile baignait à deux sources : l'une populaire que l'on retrouvait dans le choix des thèmes, biguine, valse, mazurka, mais aussi, quadrille, polka. L'autre source se remarquait dans le jeu et le choix des sonorités où l'on sentait très nettement le jazz man. Sa carrière ressemble en moins brillant mais en plus profond peut-être à celle d'un autre saxophoniste clarinettiste guadeloupéen, Robert Mavounzy, lui aussi décédé il y a quelques années déjà.

Nourris aux sources authentiques des chansons populaires des Antilles, Antile, comme Mavounzy éclatèrent littéralement au contact des premiers initiateurs français du jazz qu'ils rencontrèrent lorsqu'ils allèrent jouer en France. C'est cela qui rend d'ailleurs leur style si dissemblable d'un Hurard Coppet, par exemple !

C'était donc cela, Emilien Antile, la rencontre entre les Antilles et l'Amérique noire opérée à Paris. Mais une telle époque est révolue. Le quadrille n'est plus connu qu'en tant que divertissement pour personnes âgées, la polka a carrément disparu des répertoires, valse, biguine et mazurka se raréfient au point que l'on n en entend presque plus !

Car le monde des Emilien Antile et des Mavounzy est mort ! Ce monde, c'était celui d'une acceptation passive de la misère dans les bidonvilles qui s'étalaient aux portes de Pointe-à-Pitre, de Basse-Terre ou de Fort-de-France, ou encore dans les campagnes comme la région des Grands-Fonds ou dans les mornes du François. A ce moment, la musique, nourrie des potins de faubourg et des commérages de quartier s'élevait jusqu'à la prétention de faire oublier sa misère à la masse du peuple. C'est ce qui explique d'ailleurs la vie contenue dans «hiè soi moin domi dérho» ou encore «Baissé bas».

Aujourd'hui, la misère est toujours là, présente à Volga, Bas du Bourg ou Lauriscisque, mais avec en plus la conscience qu'un jour ça peut, ça doit finir. La vie calme, paisible de quartiers inondés de soleil, cette vie-là n'existe plus La musique a changé. Emilien Antile n'est plus.

TCHAD : L'IMPERIALISME FRANCAIS EST RESPONSABLE DES LUTTES SANGLANTES ACTUELLES



Hissène Habré



Goukouni Oueddeï

Pas plus que le précédent, le troisième cessez-le-feu signé au Tchad entre les deux dirigeants des principales armées, Goukouni, chef des forces armées populaires (FAP) et Hissène Habré, chef des forces armées du nord (FAN) n'aura entrainé un arrêt effectif des combats.

C'est après l'intervention de Eyadema, chef de l'Etat Togolais, auprès des deux fractions adverses, intervention vraisemblablement orchestrée par le gouvernement français que ce «cessez-le-feu» a été signé. L'impérialisme français, dont le chef Giscard s'est félicité du nouvel accord, tente aujourd'hui d'apparaitre comme le plus soucieux partisan du règlement du conflit, comme la troisième force «pondérée» qui œuvre au rétablissement de la paix. Quel culot ! Quel cynisme ! Ainsi, après avoir divisé ce pays pendant des décades de colonisation, pour les plus grands profits des capitalistes du coton, après s'être appuyé tout à tour sur différentes fractions et avoir protégé différents leaders, laissant tomber l'un pour l'autre plus «sûr», après avoir mené une guerre de plusieurs années contre les guerillas qui menaçaient les régimes en place, après avoir été donc le principal responsable de ce qui se passe au Tchad actuellement, l'impérialisme français joue aujourd'hui les bons samaritains, les missionnaires de la paix et cela ne l'empêche surement pas actuellement de soutenir et d'attiser le conflit pour mieux régner sur le pays.

Ces accords de cessez-le-feu ne sont qu'une mascarade organisée par l'impérialisme français avec le soutien de ses valets du type Eyadema.

En attendant, la guerre continue et malgré une légère accalmie, elle reprendra certainement de plus belle dans les jours à venir. De toutes façons, dans ce conflit où parmi les onze fractions armées en lutte les unes contre les autres, les deux principales, le FAN et le FAP se neutralisent mutuellement et semblent pour le moment de force égale, on voit mal comment les choses pourraient changer du jour au lendemain. Seule la victoire militaire d'une des forces en présence ou une intervention rapide de parachutistes français au côté d'une d'entre elles pourraient régler le conflit dans l'immédiat. A moins que les travailleurs, les pauvres du pays, tous ceux qui paient de leur chair, de leur sang, de leur misère, la soif de pouvoir de quelques chefs de clan et la soif de profit des capitalistes français se décident à entrer eux aussi sur la scène politique et imposer leur propre solution.

Le colonialisme français s'accommode bien de la situation actuelle qui peut lui permettre de continuer à dominer encore un pays divisé et déchiré, de profiter de l'état actuel du pays pour se maintenir. Aux pauvres, aux travailleurs tchadiens de se donner les moyens de combattre et de vaincre l'impérialisme et tous ceux sur lesquels il s'appuie dans le pays même pour perpétuer sa domination.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728